

Un front commun historique **POUR L'AVENIR DES SERVICES PUBLICS**

Le jour « J » est enfin arrivé. Le front commun regroupant 475 000 travailleuses et travailleurs des secteurs public et parapublic a vu le jour officiellement le lundi 11 mai dernier. Le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) dont font partie le SPGQ, l'APTS, le SFPQ, la FIQ et la CSQ, s'est entendu avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) pour livrer la prochaine bataille ensemble.

« Depuis plusieurs mois déjà, le SFPQ et ses autres partenaires du front commun avaient entrepris des pourparlers sur une possible union pour faire face au gouver-

nement, explique la présidente générale du SFPQ, Lucie Martineau. Et bien voilà, c'est fait. Nous serons tous sous la même bannière pour négocier les sujets de matières intersectorielles avec le gouvernement de Jean Charest qui, rappelons-le, nous a imposé nos dernières conditions de travail, en adoptant une loi spéciale. »

À Montréal, devant les caméras des différents médias, les représentants des sept organisations syndicales, dont la présidente générale du SFPQ, ont signé un protocole de fonctionnement en front commun pour négocier conjointement le renouvellement de leurs conventions collectives ainsi qu'un

protocole de solidarité pour éviter le mardage entre les organisations. Le décret prendra fin le 31 mars 2010. Cette situation qui diffère des autres négociations n'effraie pas Lucie Martineau : « l'autonomie n'a pas toujours favorisé les membres. L'important, c'est la solidarité. Nous pouvons garder notre identité et faire partie du front commun. »

Au cours de cette même journée historique, les porte-parole du comité de négociation syndical ont rencontré leurs vis-à-vis du Conseil du trésor. Ils ont demandé au gouvernement d'adopter un échéancier de négociation raccourci, incluant une démarche de « prénégociation » dès ce printemps, afin d'en arriver à un règlement d'ici avril 2010.

Par ailleurs, les porte-parole du front commun ont prévenu le gouvernement que les services publics et les conditions de travail des personnes qui les dispensent ne doivent pas faire les frais de la crise. « Le gouvernement doit utiliser les services publics comme un levier pour aider à remettre l'économie sur ses rails, a indiqué le porte-parole du SISP. Le demi-million de membres que nous représentons fera preuve de la détermination et de la solidarité nécessaires pour amener le gouvernement à négocier avec diligence et de bonne foi. »



Gilles Dussault (SPGQ), Dominique Verreault (APTS), Claudette Carboneau (CSN), Michel Arsenault (FTQ), Réjean Parent (CSQ), Lina Bonamie (FIQ) et Lucie Martineau (SFPQ)

LE SFPQ, UN ARTISAN DE LA PREMIÈRE HEURE DU NOUVEAU FRONT COMMUN

Si l'on assiste aujourd'hui à l'émergence d'un véritable front commun, c'est grâce, entre autres choses, à l'initiative du SFPQ. Il faut se souvenir que depuis 2004, l'ex-président général, Michel Sawyer, espérait une telle alliance. À cette époque, il avait d'ailleurs sollicité les présidents des centrales afin de discuter de cette possibilité pour la dernière négociation. Seul Réjean Parent de la CSQ, avait répondu à son appel. Cela avait pavé la voie à des discussions en 2004 qui ont conduit en 2005, à la naissance du SISF avec le SFPQ et le SPGQ.

Par la suite, au Congrès de 2008, M. Sawyer avait profité de sa dernière allocution en tant que président général, pour lancer un vibrant appel à l'unité des forces syndicales. « Je lance un appel autant à mes camarades du SISF qu'à ceux de la CSN et de la FTQ. Je les invite à regarder sérieusement la possibilité d'établir, pour la prochaine négociation, un véritable front commun des secteurs public et parapublic afin de contrer le gouvernement quel qu'il soit. »

Si tôt élue, Lucie Martineau, qui avait fait de la collaboration intersyndicale un engagement électoral, avait réitéré sa volonté de travailler à la mise en place d'une alliance la plus large possible. À l'époque, la nouvelle présidente générale du SFPQ souhaitait la création d'un véritable front commun du secteur public pour contrer la stratégie gouvernementale qui consiste à provoquer la



Extraits d'articles diffusés, à la suite du discours de Michel Sawyer, lors du Congrès d'avril 2008

division au sein du mouvement syndical.

Cette position claire du SFPQ avait stimulé d'autres chefs syndicaux à s'exprimer sur la question. Le président de la CSQ, Réjean Parent, avait alors affirmé qu'il croyait que la mise en place du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) pourrait bien favoriser la création d'un éventuel front commun. Rapidement, d'autres voix du SISF se sont ajoutées dont celle de Dominique Verreault de l'APTS qui disait vouloir trouver des points de convergence avec la CSN et la FTQ pour mobiliser l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, et ce, dans le but de ne pas se retrouver dans une situation où les organisations syndicales seraient en confrontation les unes avec les autres.

Un an plus tard, les organisations du SISF auxquelles se sont jointes la CSN et la FTQ, sont parvenues à un accord historique pour former à nouveau un front commun. Une idée

qui a germé au SFPQ et qui a poussé dans le terreau fertile de la solidarité entre toutes les organisations syndicales.

Le Front commun en chiffres

Le Front commun SISF – CSN – FTQ représente 475 000 salariées et salariés de l'État.

Le SISF

Il représente 262 000 travailleuses et travailleurs dans les secteurs public et parapublic :

- **La Centrale des syndicats du Québec (CSQ)** compte près de 120 000 membres;
- **La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)** compte 57 000 professionnelles en soins infirmiers et cardiorespiratoires;
- **Le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ)** parle au nom de 40 000 fonctionnaires et ouvriers de l'État québécois;
- **L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)** représente 26 000 professionnelles et professionnels, techniciennes et techniciens du réseau de la santé et des services sociaux;
- **Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)** compte 20 000 professionnelles et professionnels dans la fonction publique, dans les sociétés d'État et dans le secteur parapublic.

La CSN

La **Confédération des syndicats nationaux** regroupe plus de 160 000 salariées et salariés de l'État.

La FTQ

Quant à la **Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec**, elle regroupe 50 000 travailleuses et travailleurs des établissements de santé et de services sociaux, des commissions scolaires et des cégeps.

